

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Département du Calvados
Direction Finances et Moyens
Service des Travaux des bâtiments
5, place Félix Eboué
14000 CAEN



MISSIONS DE CONTROLEUR TECHNIQUE DANS LES COLLEGES PUBLICS ET LES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX DU CALVADOS MARCHE A BON DE COMMANDE

Département du Calvados

Cahier des Clauses Techniques et Particulières

(C.C.T.P)

| Abréviation | Objet de la mission : |
|--------------------|---|
| L | (Solidité des ouvrages et des équipements indissociables) |
| S | (Sécurité des personnes dans les constructions) |
| LP | (Solidité des ouvrages et des équipements indissociables et dissociables) |
| P1 | (Mission relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés) |
| LE | (Solidité des existants) |
| SEI | (Sécurité des personnes dans les ERP et IGH) |
| PV | (recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations) |
| AV | (Stabilité des avoisinants) |
| Hys | (Hygiène et santé dans les constructions) |
| ENV | (Environnement) |
| PS | (Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme) |
| PH | (Isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation) |
| HAND | (Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées) |
| BRD | (Transport des brancards dans les constructions) |
| GTB | (Gestion technique du bâtiment) |
| CO | (Coordination) |
| F | (Fonctionnement des installations nécessaires à l'exploitation du bâtiment hors activités économiques) |
| Th | (Isolation thermique et aux économies d'énergie dans des bâtiments) |
| SH | (Sécurité des personnes bâtiments d'habitation) |
| ATT HAND | (Accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux) |
| VIEL | (Vérification initiale des installations électrique au titre du code du travail) |
| ATT THERM | Attestation à l'achèvement des travaux de la prise en compte de la réglementation thermique en vigueur |
| ATT ACOUS | Attestation à l'achèvement des travaux de la prise en compte de la réglementation acoustique en vigueur |
| PERMEA | Test Perméabilité à l'air - 1 ^{er} test : mise hors d'eau et hors d'air - 2 ^{ème} test : phase finition |
| DPE | Diagnostic de performance énergétique |

ARTICLE 1 : ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE :

1.1. POUVOIR ADJUDICATAIRE

NOMS ET POUVOIRS ADJUDICATAIRES

Pour les Bâtiments Départementaux du Calvados :

DEPARTEMENT DU CALVADOS

DGA Finances et Moyens

Service Travaux des Bâtiments

5, Place Félix Eboué

14000 CAEN

Tél : 02 31 57 10 48

Pour les Collèges Publics du Calvados :

DEPARTEMENT DU CALVADOS

DGA Education, Culture, Attractivité, Territoires

Direction des Collèges / Service travaux

23-25 Boulevard Bertrand

14000 CAEN

Tél : 02 31 57 12 28

ARTICLE 2 : DEFINITION ET CARACTERISTIQUE DE LA PRESTATION :

2.1. DEFINITION

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concernent un marché ACCORD CADRE à BON DE COMMANDE pour la mission de CONTROLEUR TECHNIQUE dans les collèges publics et les bâtiments départementaux du Calvados.

2.2. ADRESSE DES BATIMENTS

Les prestations seront à effectuer à la demande du Département du Calvados sur des bâtiments dont il a la charge sur toute la zone géographique du département du Calvados (de la permanence sociale ou collèges compris bâtiments administratifs et techniques).

2.3. DEFINITION DE LA MISSION

Mission : Mission de contrôleur technique

Décret n°99-443 du 28 Mai 1999

NFP 03-100

2.4. CONTENU DES PRESTATIONS

Les missions définies dans le descriptif ne sont pas exhaustives, et les prestataires devront tenir compte dans leurs offres de l'ensemble des missions nécessaires au parfait déroulement du chantier en toutes sécurités.

Accessibilité des locaux :

Le prestataire missionnaire devra prendre à sa charge toutes les dispositions nécessaires afin de visiter toutes les zones difficilement accessibles (toitures, terrasses, etc..).

Tous les locaux des bâtiments concernés devront être visités et aucune mention « non inspectée par défaut d'accessibilité » ne sera acceptée.

Le représentant du titulaire se fera accompagner par un agent de l'établissement lors de ses investigations (pendant les heures d'ouverture au public de l'établissement).

2.5. BPU

Dans le cadre de la consultation, il est demandé aux prestataires de chiffrer l'ensemble des postes présents sur le BPU, ainsi que les annexes qui serviront de base au jugement des offres sur le critère du prix.

Aucune transformation du BPU ne sera acceptée ni de non chiffrage de postes. Dans le cas contraire l'offre sera considérée irrecevable.

ARTICLE 3 : SPECIFICATIONS GENERALES :

3.1. CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les prestataires soumissionnaires sont tenus de prendre connaissance de la totalité du dossier afin de se rendre compte de la nature et des limites des prestations. Elles pourront demander tous renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à leurs études, sur la plateforme www.marches-securises.fr.

S'agissant d'un marché à bon de Commande, les prestataires soumissionnaires doivent fournir des références correspondant aux prestations demandées et remplir un **BPU** suivant les missions décrites.

Le Département du Calvados retiendra 4 prestataires.

Pour effectuer leur devis, les prestataires recevront par demande de dossier :

- Un descriptif des travaux ainsi que les missions
- L'estimation des travaux
- Eventuellement des photos de l'existant
- L'adresse des futurs travaux à réaliser
- Dans le cas de travaux urgents et dans la mesure du possible les éléments pour pouvoir remettre son devis sans avoir à se déplacer sur le site.
- Dans les cas particuliers, un rendez-vous sur place avec un représentant du Conseil Départemental pourra être pris.

Le titulaire transmettra après calcul son devis de travaux avec les différentes missions prises en charge ainsi que les différents rapports lui incombant.

Ce prix devant être transmis dans les délais précisés par le maître d'ouvrage.

Tous les différents prestataires répondant à la présente Consultation, doivent être agréés selon les lois et réglementations en vigueur.

ARTICLE 4 : ORGANISATION :

4.1. CONNAISSANCE DU PROGRAMME

Les prestataires ne pourront évoquer des plus-values sous prétexte d'une difficulté quelconque pouvant apparaître lors de missions, du fait notamment d'une information ayant pu lui faire défaut.

- 4.2.** Les prix unitaires du titulaire devront intégrer en conséquence, toutes les sujétions nécessaires au bon déroulement de sa mission.

4.3. DEROULEMENT

Les travaux se dérouleront dans un établissement le plus souvent pendant des périodes d'activité et d'occupations des locaux.

Les contrôleurs intervenants devront donc faire preuve de discrétion et de confidentialités durant les travaux.

Les interventions dans les locaux renfermant du matériel spécifique et /ou de valeur, appartenant à l'établissement seront faites sous la responsabilité de la personne à qui sera confié les clefs desdits locaux. Ils seront soigneusement refermés après chaque intervention.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS :

5.1. CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTROLE

L'exercice des missions énumérées au présent CCTP confiées du titulaire est réalisé dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) et la norme NF P 03-100.

Le titulaire exerce ces missions au cours des 7 phases suivantes :

- Examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle techniques.
- Examen des documents d'exécution et formalisation des avis correspondants.
- Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle et formulation des avis correspondants.
- Etablissement du rapport de vérification initiale des installations électriques (en fin de travaux, et à la fin de chaque phase) article R4226-14 du code du travail.
- Etablissement du rapport final de contrôle technique avant réception.
- Examen des travaux effectués pendant la période de parfait achèvement sur demande du maître d'ouvrage.
- Participation à la commission de sécurité.

Pour remplir ses missions, le contrôleur technique accomplit des actes qui relèvent de deux catégories :

- Les actes techniques
- Les actes d'information

Les actes techniques correspondants à chacune de ces phases sont mentionnés en annexe.

En complément de cette annexe, il est précisé que :

- Si le titulaire n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaire à son intervention, il est tenu de la signaler au maître d'ouvrage ;
- Toute divulgation d'éléments économiques de l'opération ou d'éléments de toute nature susceptibles de porter atteinte à la mise en concurrence des prestataires pour la passation des marchés de travaux entraîne la résiliation du présent marché.
- Le contrôleur technique doit à la demande du maître d'ouvrage émettre un avis sur les variantes proposées par les prestataires.
- Le contrôleur technique doit contrôler tous les documents spécifiques à l'opération qui lui sont soumis, qu'il s'agisse des documents d'étude de conception (avant-projet / projet / DCE), des documents relatifs au marché de travaux, des documents d'exécution. Sans que cette liste soit exhaustive, ces documents comprennent tous les plans, devis descriptifs, notes de calcul, certificats et attestation, PV d'essais, rapports, ...
- Pendant la réalisation des ouvrages, le contrôleur technique doit mener par des moyens qui lui sont propres tous contrôles permettant de prévenir les aléas techniques faisant partie des missions qui lui sont confiées. Il est précisé à cet égard que même lorsque les entrepreneurs ont mis en place de méthodes d'autocontrôle, il appartient au contrôleur technique de s'assurer par des moyens qui lui sont propres de l'efficacité de l'autocontrôle des entrepreneurs.
- Le contrôleur technique doit se rendre aux réunions de chantiers auxquelles il est convoqué par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage.

- Le rapport final doit être complété par la liste des non-conformités qui n'ont pas été suivies d'effets à l'issue de la réception.

5.2. DELAI DE REMISE OU DIFFUSION DES DOCUMENTS

Les délais cités au présent article commencent à courir à compter de l'évènement qui sert de point de départ au délai.

Le titulaire dispose des délais suivants pour remettre ou diffuser les documents qu'il établit :

| Tâches à réaliser | Délais en jour calendaires | Point de départ du délai |
|---|-------------------------------------|---|
| Remise de devis | Maxi 15 jours. | A compter de la demande |
| Remise du rapport initial au maître d'ouvrage | Maxi 15 jours. | A compter de la réception de l'ensemble des documents de conception |
| Diffusion des avis après examen des documents d'exécution | Maxi 7 jours | A compter de la réception de ces documents |
| Diffusion des avis après examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements | Maxi 3 jours | A compter de l'examen sur chantier |
| Remise du rapport final au maître d'ouvrage | A la date de réception des travaux | |
| Remise des attestations | A la date de réception des ouvrages | |
| Remise du ou des diagnostics de performance énergétique | Maxi 30 jours | A compter de la date de réception des ouvrages |

5.3. DIFFUSION DES RAPPORTS ET AVIS : nombre et destinataires

Le titulaire doit diffuser l'ensemble des rapports et avis qu'il produit dans l'exercice de ses missions selon les modalités suivantes :

| Tâches | Format de diffusion | Nombres et destinataires |
|---|---------------------|---|
| Rapport initial au maître d'ouvrage | Format informatique | Maître d'ouvrage : 1 format informatique Maître d'œuvre : 1 format informatique |
| Avis sur les documents d'exécution | Format informatique | Conducteur d'opération : 1 format informatique Maître d'ouvrage : 1 format informatique Maître d'œuvre : 1 format informatique Prestataires concernées : 1 format informatique |
| Avis après examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements | Format informatique | Conducteur d'opération : 1 format informatique Maître d'ouvrage : 1 format informatique Maître d'œuvre : 1 format informatique Prestataires concernées : 1 format informatique |
| Rapport final au maître d'ouvrage | Format informatique | Conducteur d'opération : 1 format informatique Maître d'ouvrage : 1 format informatique Maître d'œuvre : 1 format informatique |
| Attestations | Format informatique | Conducteur d'opération : 1 format informatique Maître d'ouvrage : 1 format informatique Maître d'œuvre : 1 format informatique |
| Remis du ou des diagnostics de performance énergétique | Format informatique | Maître d'ouvrage : 1 format informatique Maître d'œuvre : 1 format informatique |

Les exemplaires sous format informatique doivent être transmis dans un format compatible avec les outils informatiques du maître d'ouvrage, à savoir :

- Excel ou Word
- Adobe Acrobat (PDF)

5.4. RECEPTION DES PRESTATIONS

5.4.1 – Réception des documents

Le maître d'ouvrage procède à la réception des documents produits par le titulaire dans les délais ci-dessous à compter de la date de réception des documents par le maître d'ouvrage.

| Liste des documents | Délai de réception |
|--|----------------------|
| Rapport initial | 30 jours calendaires |
| Rapport final | 30 jours calendaires |
| Attestations | 15 jours calendaires |
| Diagnostics de performance énergétique | 15 jours calendaires |

Ces vérifications sont faites sans que la présence du titulaire soit exigée.

Si le maître d'ouvrage n'a pas notifié sa décision dans les délais susmentionnés, les documents concernés sont considérés comme réceptionnés et non validés à la date d'expiration du délai.

L'admission des documents correspondants aux 4 phases de mission vaut réception de la totalité de la mission auxquels ils se rapportent.

5.4.2 – Réception des prestations de la dernière phase

Dans un délai d'un mois avant l'expiration de la période de parfait achèvement, période de prolongation incluse, le maître d'ouvrage prononce la réception des prestations de la dernière phase. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

5.5. POINTS SINGULIERS

5.5.1 – Réunions / Visites

La maitrise d'Ouvrage demande à ce qu'il y ait des réunions obligatoires, à savoir :

- 1 réunion minimum par phase
- 1 réunion de préparation avec la maitrise d'œuvre
- 2 visites de chantier par mois
- Participation à la commission de sécurité.
- Voir plus suivant projet.

Ces réunions imposées sont à prévoir dans votre offre de prix et seront à affiner suivant chaque dossier.

5.5.2 – Rapports

La maitrise d'Ouvrage demande plusieurs rapports en fonction des différentes phases d'avancements, à savoir :

- 1 rapport au stade concours (RICT provisoire au stade concours) le cas échéant.
- 1 rapport par phase de travaux (loi MOP).
 - o Comprenant 1 contrôle électrique provisoire
- Les rapports finaux obligatoires qui reprennent l'ensemble de l'opération.
- 1 rapport RVRAT ainsi qu'un VIEL par phase lorsque le chantier se déroule sur plusieurs phases différentes.

5.6. NORMES ET REGLEMENTS

5.6.1 – Les principes fondamentaux

L'activité de contrôle technique est très encadrée par la réglementation. Ainsi la loi no 78-12 a-t-elle introduit les modalités suivantes :

- l'intervention de contrôle au profit du seul maître de l'ouvrage ;
- l'agrément de l'activité de contrôle technique par les pouvoirs publics ;
- l'incompatibilité des activités de contrôle technique avec celles de conception, d'exécution et d'expertise ;
- la présomption de responsabilité décennale édictée par les articles 1792, 1792-1 et 1792-2 du Code Civil est acquise pour les activités de contrôle technique.

5.6.2 – Agréments

Les prestataires répondants à la présente consultation devront impérativement posséder les différents agréments en fonction des lois et réglementations en vigueur suivant les demandes de la présente consultation.

Les mises à jour et/ou renouvellement de ceux-ci devront nous être envoyées.

ARTICLE 6 : ANNEXE : DESCRIPTION DES MISSIONS :

6.1. Mission « L » portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociable

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.

La mission L porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- Les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction,
- Les ouvrages de fondation
- Les ouvrages d'ossature
- Les ouvrages de clos et de couvert
- Pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

6.2. Mission « S » relative à la sécurité des personnes dans les constructions

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission S, sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlant de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

Au titre de la mission S, la solidité n'est pas contrôlée.

La mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipement faisant partie des marchés de la construction communiquée au contrôleur technique et visés du point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination, telle que définie au permis de construire.

Peuvent ainsi relever de la mission du contrôleur technique :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage naturel ;
- Les installations électriques (courants forts) ;
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique ;
- Les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Les conduits de fumée ;
- Les ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- Les nacelles suspendues d'entretien de façades ;
- Les portes automatiques ;
- Les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz ;

- Les installations de fluides médicaux ;
- Les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants ;
- Les garde-corps et fenêtres basses.

6.3. Mission « P1 » relative à la solidité des éléments d'équipement indissociablement liés

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission P 1 sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés. La mission P 1 s'exerce dans les conditions fixées dans l'annexe A de la norme NF P 03-100 rappelées dans le présent annexe au titre de la mission L dont elle constitue le fondement.

6.4. Mission « Le » relative à la solidité des existants

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Le maître de l'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic, au sens de la loi no 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

6.5. Mission « Av », relative à la stabilité des avoisinants

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprise en sous-œuvre et voiles périphériques), sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.

Le maître de l'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux avoisinants, tels que résultats des études de diagnostic, résultats des reconnaissances de sols, plans de carrière, constats d'état des lieux, ainsi que les documents techniques décrivant le processus d'exécution des travaux soumis au contrôle.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'état apparent des avoisinants accessibles.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des avoisinants accessibles.

6.6. Mission « SEI », Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique de construction contribue au titre de la mission SEI sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires, visées ci-après,

Relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux. Au titre de la mission SEI, la solidité n'est pas contrôlée. Le référentiel, par rapport auquel s'exerce la mission SEI, est constitué par les dispositions techniques figurant dans les textes réglementaires suivants :

- d'une part, arrêté du 25/6/80 portant application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ou arrêté du 30/12/11 portant application du règlement de sécurité pour la construction des IGH.

La mission s'étend aux aménagements mobiliers et équipements spécifiques des activités professionnelles qui sont visés par lesdits règlements de sécurité. Cette extension de mission s'applique aux seuls aménagements et équipements expressément énumérés dans les conditions particulières de la convention en particulier :

- appareils et installations sous pression de vapeur et de gaz, étant précisé que, pour la conformité des appareils, l'intervention du contrôleur technique de construction consiste à s'assurer de l'existence de la preuve de cette conformité par le marquage approprié.

- ceux concernant la sécurité des baignades, étant précisé qu'à ce titre, la mission porte exclusivement sur la glissance des sols et les bouches de reprise des eaux.

6.7. Mission « HYS », relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, dans les constructions achevées, aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé en ce qui concerne :

- L'aération des locaux à pollution non spécifique (ventilation naturelle ou mécanique, ouvrants, évacuation des produits de combustion) ;
- La distribution d'eau (distribution d'eau froide, production et distribution d'eau chaude) ;
- Les installations sanitaires (existence et implantation des installations) ;
- Les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux-vannes) ;
- L'évacuation des ordures ménagères (local poubelle, vide-ordures).

6.8. Mission « ENV », relative à l'environnement

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission ENV sont ceux qui, générateurs d'incendie et d'explosion, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La mission ENV porte sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiquée au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation.

Ne relèvent pas de la mission les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, à l'exception de ceux, énumérés dans le marché, qui ont conduit au classement des installations en raison des risques d'incendie et d'explosion visés par la législation relative à la protection de l'environnement.

6.9. Mission « PS » relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission PS sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique dans les constructions achevées. La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement visés par les règles parasismiques.

6.10. Mission « Ph » relative à l'isolation acoustique des bâtiments.

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le maître de l'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments.

Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La mission ne porte pas sur les atteintes à l'environnement dont la prévention relève d'une mission spécifique. La protection contre les bruits de voisinage provenant des voies terrestres et zones aéroportuaires classées est prise en compte par le contrôleur technique.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescriptions réglementaires, les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les études justificatives des constructeurs.

Sauf dispositions spécifiques du marché, la mission ne comporte pas la réalisation de mesures acoustiques.

En l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une présomption de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions contractuelles relatives à l'isolation acoustique.

6.11. Mission « Hand » relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

6.12. Mission « Brd » relative au transport des brancards dans les constructions.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Brd sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives au transport des brancards dans les constructions à usage d'habitation.

La mission porte sur les cheminements (circulations horizontales et verticales) permettant le passage des brancards jusqu'aux ou à partir des logements.

6.13. Mission « GTB » relative à la gestion technique du bâtiment.

La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations.

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB).

Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux prestataires.

La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du maître de l'ouvrage qui fait connaître de façon précise au contrôleur technique ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

6.14. Mission « CO » de coordination des missions de contrôle

La mission s'exerce dans les conditions fixées à l'article 5-4-3 de la norme NF P 03-100

6.15. Mission « F » relative au fonctionnement des installations.

Les aléas que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations.

Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles et, quand ils existent, par les textes techniques à caractère normatif.

La mission du contrôleur technique porte sur les installations suivantes :

- Réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement ; chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique ;
- Installations électriques intérieures (courants forts) ;
- Ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques ;
- Protection et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations

6.16. Mission « Th » relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie.

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie.

Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes de chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire et la ventilation, étant précisé que leur examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer :

- Les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation ;
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction ;
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les prestataires avant réception sur l'installation de ventilation mécanique.

6.17. Mission « Pv » relative au recollement des procès-verbaux d'essais d'installation

La mission comporte le récolement des essais et vérifications que doivent effectuer les prestataires sur les installations et équipements suivants, sous réserve qu'elles existent dans l'opération objet du présent marché :

- Ascenseurs et monte-charges
- Portes et portails automatiques
- Réseaux de distribution collective et radiodiffusion
- Installations électriques
- Portiers électroniques
- Conditionnement d'air
- Ventilation mécanique
- Chauffage
- Plomberie sanitaire
- Réseau d'alimentation en eau
- Réseaux d'évacuation

Pendant la phase de conception du projet, avant signature des marchés de travaux, le contrôleur technique vérifie que la liste des essais et vérifications d'autocontrôle figure dans les documents techniques destinés à la consultation des prestataires.

Avant réception des travaux, le contrôleur technique examine les procès-verbaux, établis par les prestataires, des essais et vérifications qu'elles ont effectués. Il vérifie que les résultats mentionnés sur ces PV sont satisfaisants.

La mission donc les prestations suivantes :

- L'analyse des documents de consultation des prestataires et un avis quant à la prise en compte des essais et vérifications prévues,

- Le recollement des PV d'essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les prestataires sur les installations
- Un avis sur les résultats de ces procès-verbaux

Les vérifications et essais concernés, réalisés par les prestataires, ont pour but de s'assurer du bon fonctionnement des installations, dans des conditions normales d'utilisation, indépendamment des essais et vérifications effectuées dans le cadre de la sécurité des personnes.

6.18. Mission « DPE » relative au diagnostic de performance énergétique

Cette mission a pour objet la réalisation d'un ou des diagnostics de performance énergétique prévus à l'article L.134-1 du code de la construction et de l'habitation.

6.19. Mission « SH » sécurité des personnes bâtiments d'habitation

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique de construction contribue au titre de la mission SH, sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires, énumérées à l'article 3 ci-après, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux. Au titre de la mission SH, la solidité n'est pas contrôlée.

La mission SH porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants, faisant partie des marchés des travaux communiqués au contrôleur technique de construction :

- les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, dessertes, cloisonnements et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage ;
- les installations électriques (courants forts) ;
- les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air ;
- les installations de stockage et de distribution de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- les conduits de fumée ;
- les ascenseurs et les ascenseurs de charges ;
- les portes automatiques de garages ;
- les garde-corps et fenêtres basses.
- Dans le cas d'opération de réhabilitation la mission SH est limitée aux ouvrages et éléments d'équipements neufs ainsi qu'aux parties de la construction et installations modifiées par les travaux. Le contrôle ne porte pas sur les ouvrages et éléments d'équipement existant avant la réalisation des travaux et non modifiés par ceux-ci, ni sur les parties de construction ou sur des installations non comprises dans le volume des travaux.

6.20. Mission « LP » solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique de construction contribue au titre de